



Louis Napoleon president de la république française à tous présents et à venir  
le vingt janvier 1852. Le tribunal de la instance à l'arrondissement  
d'Espalion département de l'Aveyron a rendu à son audience ordinaire  
publique et devant témoins le jugement dont le tenu le vingt-janvier  
m<sup>e</sup> Delbez président, M<sup>e</sup> Devic adjudicat juge, M<sup>e</sup> Maurel  
procureur de la république établi fils commis greffier entre les vicins  
Jean Delfau et marie Deltruc marié propre domicilié au village connu  
de Cestac, représenté par m<sup>e</sup> Bonnefous le notaire d'une part, par Deltruc  
propre domicilié à Collioure, François Deltruc son propre domicilié  
au lieu de Cestac, Ignace Cazal tuteur de sa fille mineure épouse  
de son mariage avec feu veuve Deltruc son épouse propre  
domicilié au village, prêtre Jean Joseph Servin et Elisabeth Deltruc mariée  
propre domicilié à Falachaux, commune de Lacaune, Louis Auguste veuve de feu abbé  
Deltruc, sans profession domicilié au village de Sigean lors défaillant d'autre part des  
frais = par jugement du tribunal en date du neuf mai 1842 il fut donné qu'il serait procédé  
au partage des successions de feu abbé Deltruc père et de Baptiste Deltruc fils et à  
ce effet m<sup>e</sup> Berail alors juge d'application fut nommé commissaire, les vicins  
Berard, Leveillé et Devic furent nommés experts pour la vérification et estimation  
des immeubles et du mobilier, et m<sup>e</sup> Vayssié notaire à Géniesse pour les autres  
opérations de partage. Ce jugement fut signifié à toutes parties par explicit au domicile en date  
du 18 septembre 1842, par autre expéditeur. Date du 31 octobre 1851 l'anciens Delfau  
ont fait signification à toutes parties en état de connaissance des biens partagés, avec citation  
devant le tribunal aux fins de homologuer et donner ordre que les experts  
nommés dans le jugement du 9 mai 1842 procéderont sur icelle et que les frais seront  
supportés comme en nature de partage. Sur cette citation aucune des parties  
ayant pas constaté avoué = la cause en cet état appela à l'audience. Il a été  
envisagé par m<sup>e</sup> Deltruc avocat avisé d<sup>r</sup> m<sup>e</sup> Bonnefous et par Jean Delfau et marie Deltruc  
marié qui a conclu avec ce qu'il plaira au tribunal accusé d'avoir contre  
tous les autres co-heures eues en son comparaître et pour le profit tenir les  
dispositions du jugement du neuf mai 1842 et au contraire renouvellement, homologation  
état de connaissance signifié, il fut donné que les experts déjà nommés procéderont  
sur icelle et que Delfau déposerait un inventaire de droit du mobile, cabane, denrées  
et provisions existant à l'époque de l'ouverture de la succession dont il s'agit, nommément  
un commissaire à la place de m<sup>e</sup> Berail ancien juge et à un autre dépendant mal prospère  
Deltruc, François Deltruc, Ignace Cazal, le marié Servin et la veuve Deltruc, ou m<sup>e</sup>  
Maurel procureur de la république en ses conclusions verbale et motrice = Dans le droit  
faire et allures aux parties de m<sup>e</sup> Bonnefous la conclusion proclamée par elles deux, qui est des départs  
attendu que les défaillants nommés ne comparaissent pas que régulièrement

affrégés = attendu que l'état d'consistance des biens de feu alexis Deltire au titre  
commun a été signifié et qu'il n'est pas contesté, qu'ainsi il y a lieu de l'homologuer  
et d'ordonner que les experts de son nom se procèderont sur celui en leur donnant tous soirs  
mandat de prendre des renseignements si il y a lieu d'augmenter ou de diminuer ledit  
état, attendu qu'il y a lieu de renouveler ce dépôt, = par ce motif le tribunal  
juguant en son dernier rapport à cause d'affair contre pan et francois Deltire, le sieur Cazal  
pierre Jean Servin et elizabeth Deltire, et Louis Auguste faisant homologuer  
l'état de consistance signifié et levant le jugement du mois mai 1852 ordonne que les  
experts de son nom mis par le dit jugement procèderont sur celui, en les autorisant toutefois  
à prendre tous les renseignements convenables et l'effet de savoir s'il y a lieu d'augmenter  
ou diminuer le dit état, lesquels experts pour un inventaire de l'état des matières  
au regard de la partie des biens, la fortune de la famille et les renseignements qu'il demanderont auront  
à prendre, quant à ce qui concerne les dépendances, jusqu'à fin de partage et immobiliers jusqu'à fin  
à l'Genevois, par le jugement du présent jugement, ainsi que le prononce l'arrêté public  
à l'expression lejoux, moi et anguillez - Delzer president, sallet fitz commis greffier adjointement  
enregistrer à l'expression le 26 Janvier 1852 f 1008 c 716 t 8 recu 3f 30<sup>e</sup> kdr signé mandon chardonnay,  
à tout heureux succès et reçus de mettre le présent à exécution aux procureurs généraux et aux procureurs  
privés les tribunaux d'1<sup>re</sup> instance &c, tenir la main à tous commandos et officiers de la force publique  
de police, maire fort, bailli, etc en arrière jugement requis, en force que le présent jugement a été signé  
sur le mardi par le président et par le greffier du tribunal = expédié à la réunion des Bonnepart  
avec le greffier du tribunal l'expression le 2 juillet 1852 = collationné sallet greffier signé et accepté  
à l'expression le 2 juillet 1852 f 1052 t 10 recu 3f 80<sup>e</sup> et transmisme 90<sup>e</sup> attribution 1f 20<sup>e</sup>  
haut signé.

Pour copie en tête Bonnepart

Jan mil huit cent cinquante deux et b cinq juillet f 2 feur au terme de l'expression  
recu au tribunal civil de l'expression devant à ste Genevee auquel  
la requête du mes pan Delfau et de monsieur Deltire marié propos domicilié au faubourg  
du canton pour lequel m<sup>r</sup> Bonnepart avoué pris le tribunal devant à expression est constaté l'expression  
je intime affrégé à pan Deltire propos domicilié à Collexy, a francois Deltire sans  
profession domicilié au lieu de Stipas, et ignace Cazal propos domicilié au village pris  
qualité de tutelle d'une fille mineure, à pan pan servin et elizabeth Deltire marié propos domicilié  
à Falachus & L. Lacabon, et Louis Auguste veuve de feu alexis Deltire, sans profession domicilié  
au dit lieu de Stipas lequel pris comme coheritier et co-tilégié le jugement rendu entre parties par le tribunal  
de première instance devant à expression le cinq juillet derniers, en ce que le jugement a été signé et envoié  
en même temps je l'ai affrégé pour comparution le deuxi<sup>e</sup> juillet devant à la ville  
à la audience de m<sup>r</sup> le juge de paix du canton de l'expression, aux fins de présentation de l'expression  
du s<sup>e</sup> pasteur de la Paroisse, le bailli de l'expression et deux de l'expression experts nommés par  
le jugement du présent tribunal en date du mesme mai 1852 pour procéder à la vérification et estimation des  
biens à partager lors déclarant que tant en leur absence que présente et sera procédé des formes d'ordre  
d'ordre - cette copie du mesme jugement et du présent achacun de ses nommés dans leurs domiciles respectifs  
tous deux et celle ci à pur et simple service ne portant à l'affiche immédiatement  
comme jeudi deux au franc 80<sup>e</sup>